

LE COMPLEXE COCA-COCAÏNE DANS LE SECTEUR ORIENTAL DU BASSIN DE L'AMAZONE

Lia Osorio Machado

ERES | *Revue internationale des sciences sociales*

2001/3 - n° 169
pages 427 à 436

ISSN 0304-3037

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-internationale-des-sciences-sociales-2001-3-page-427.htm>

Pour citer cet article :

Machado Lia Osorio, « Le complexe coca-cocaïne dans le secteur oriental du bassin de l'Amazone », *Revue internationale des sciences sociales*, 2001/3 n° 169, p. 427-436. DOI : 10.3917/riss.169.0427

Distribution électronique Cairn.info pour ERES.

© ERES. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le complexe coca-cocaïne dans le secteur oriental du bassin de l'Amazone

Lia Osorio Machado

Introduction

Des recherches ont montré que, pour exercer des activités durables dans le domaine du trafic de la drogue, les criminels et les organisations criminelles devaient nécessairement dominer des territoires (géographiques ou fonctionnels). Mais la dimension territoriale semble s'évanouir dès que les chercheurs examinent le fonctionnement concret des organisations criminelles. Le territoire serait-il un espace vide pour de nombreux spécialistes des sciences sociales ? Les travaux de Robert Sack sur l'expérience humaine du territoire tendent à établir que la conception moderne de l'espace ne voit dans celui-ci qu'un cadre où se déroulent des événements, l'espace et les événements n'étant unis que par des relations contingentes (Sack, 1986, p. 37). En réalité, les activités humaines, qu'elles soient licites ou illicites, *font*

le territoire ; les acteurs s'adaptent à ce qui est déjà en place ; ils entrent consciemment en interaction avec ce qui leur est donné et recherchent activement ce qui leur manque. En ce sens, le territoire humain n'est pas un élément neutre, mais un élément actif ; c'est le produit de stratégies et de projets concurrents, qui varient dans le temps et diffèrent fortement les uns des autres par leur contenu politique, économique et culturel. Je me propose d'examiner dans cet article quelques-unes des interactions qui existent entre le trafic de drogue et l'utilisation du territoire.

L'expansion agricole et le trafic de drogue dans le bassin de l'Amazone

Je m'intéresse ici à la partie orientale du bassin hydrographique majeur de l'Amazone, c'est-à-dire à un territoire d'environ huit millions de kilomètres carrés. Rattaché par des liens relativement faibles au complexe coca-cocaïne, ce territoire est, en premier lieu, l'une des zones de transit et d'exportation de la cocaïne ; en deuxième lieu, une zone de fabrication de la cocaïne ; enfin, on y pratique par intermittence le blanchiment de l'argent. La partie orientale du bassin de l'Amazone appartient au Brésil ; elle occupe 63 % de la superficie de ce bassin et plus de la moitié de la superficie du Brésil. Bien que la plus grande partie du bassin de l'Amazone reste couverte de

Lia Osorio Machado est professeur de géographie à l'Institut des sciences de la terre de l'Université fédérale de Rio de Janeiro, et directrice de recherche au Conseil national de la recherche scientifique et technologique (CNPq). Elle s'intéresse plus particulièrement à la géographie politique et économique de l'Amazonie, aux frontières internationales et au système bancaire. Son article le plus récent s'intitule « Boundaries and frontiers. From high diplomacy to illegal circuits » (2000).
Email : liamach@igeo.ufrj.br

forêts et de savanes tropicales qui n'abritent qu'une population clairsemée, le gouvernement fédéral du Brésil déploie depuis la fin des années cinquante des efforts considérables pour relier l'Amazonie brésilienne au reste du pays. Les projets de colonisation et d'urbanisation, la construction de routes et d'autres équipements ont attiré des millions d'immigrants venus par vagues successives d'autres régions du Brésil. Au milieu des années quatre-vingt, alors que l'afflux initial d'immigrants et de capitaux commençait déjà à décroître, la destruction d'une partie des arbres, brûlés ou abattus, a suscité les critiques des éco-

logistes et des médias étrangers. La double représentation dont cette région fait l'objet (les Brésiliens la considèrent comme la limite des terres cultivées, et les étrangers comme une région où le milieu naturel est en danger) a borné jusqu'à présent notre conception du territoire correspondant au bassin hydrographique majeur de l'Amazonie.

Il faut tenir compte de deux processus interactifs, mais de nature différente, lorsqu'on examine l'utilisation du territoire dans le bassin majeur de l'Amazonie. Le premier processus est l'intégration du territoire dans des systèmes géopolitiques et géo-économiques, aux niveaux national et international. Les gouvernements nationaux, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales et les grandes sociétés commerciales poursuivent tous des intérêts particuliers et regardent nécessairement la région « de haut ». Ce point de vue présente un avantage stratégique : il leur permet au besoin de faire abstraction du facteur humain et de considérer le territoire comme un ensemble de points (sites) et de lignes (réseaux), et comme une partie (sous-système) du système national ou international. Mais en sous-estimant le rôle du vivant, un grand nombre de ces gouvernements et autres organismes risquent de compromettre la légitimité de leurs projets et de leurs actions, et de provoquer des conflits.

Les organisations internationales de trafiquants de drogue participent à ce premier processus, considéré sous la forme illicite. Le fonctionnement et la logistique de ces organisations supposent, eux aussi, des stratégies fondées sur une conception géographique relativement large. En fait, mis à part les praticiens de la géopolitique traditionnelle, on peut dire que pendant les dernières décennies les trafiquants de drogue ont été les premiers à faire du bassin de l'Amazonie une véritable unité fonctionnelle, tout en tenant compte de l'évolution des pays voisins.

Les principales zones de production de coca ou de cocaïne se trouvent à la frontière occidentale du bassin majeur de l'Amazonie, c'est-à-dire sur les contreforts des Andes et, depuis une date plus récente, dans les provinces amazoniennes de la Colombie, de la Bolivie et, dans une moindre mesure, du Pérou. Le transport fluvial et le transport aérien compensent traditionnellement l'insuffisance du réseau routier dans cette région, en reliant la partie occidentale du bassin de l'Amazonie à sa partie orientale, et celle-ci à la côte Atlantique. Les trafiquants ne négligent pas ces

possibilités. La connaissance précise des possibilités commerciales offertes par les différentes sous-régions ne leur est pas moins utile. Ils ont acheté, par exemple, de vastes terrains contigus, situés de part et d'autre de la frontière internationale, suivant une pratique très ancienne, commune aux trafiquants de toute espèce. De même, financer la création de services et d'équipements dans des pays voisins peut faciliter aussi bien des activités illicites que des activités licites, et peut conduire à la formation de nouvelles alliances.

Le principal inconvénient que cette façon de voir les choses « de haut » présente pour les organisations de trafiquants, c'est évidemment de les exposer à des risques plus importants sur le terrain. Il est donc nécessaire, pour la bonne marche des affaires, d'apprendre à regarder aussi les choses « d'en bas ». La recherche de la légitimité doit absolument se faire au niveau local. D'autre part, le fonctionnement des organisations repose sur des systèmes d'information et des réseaux de communication complexes et instables. Pour faire du commerce et réduire les risques, il faut créer des nœuds de communication entre des organisations sociopolitiques situées à différents niveaux de la hiérarchie territoriale. Pour pouvoir modifier au besoin leurs routes commerciales, leurs circuits de blanchiment de l'argent et leurs alliances politiques, les organisations de trafiquants doivent être capables de s'adapter très rapidement à différents milieux sociopolitiques et d'associer à leurs agissements des groupes sociaux très divers par la situation économique, le niveau d'instruction et la nationalité de leurs membres. Contrairement aux organisations licites, les organisations criminelles qui tirent profit d'exportations et autres opérations commerciales illicites ne peuvent jamais se permettre de considérer les territoires comme des espaces vides. Cela pourrait expliquer en partie, indépendamment de la corruption, que ces organisations soient tolérées et même acceptées dans certains lieux et par certains groupes.

Le second processus se rapporte à l'expansion agricole et urbaine dans le bassin majeur de l'Amazonie. Les processus de peuplement présentent de notables différences d'un pays à l'autre, mais ils ont en commun certaines caractéristiques importantes. Nous apercevons d'emblée trois grandes différences.

Premièrement, dans les provinces amazoniennes de la Colombie, de la Bolivie et, depuis une date plus récente, du Pérou, la colonisation



est un processus essentiellement spontané, alors qu'en Amazonie brésilienne le gouvernement fédéral encourage activement ce processus sur les plans institutionnel et économique. Deuxièmement, dans la partie occidentale du bassin de l'Amazone, les flux migratoires se sont surtout dirigés vers les zones rurales, alors que dans la partie brésilienne du bassin, ils se sont dirigés aussi bien vers les zones urbaines que vers les zones rurales, avec il est vrai une légère préférence pour ces dernières. Dans le secteur occidental, l'immigration rurale s'explique surtout, évidemment, par le fait que la production de la coca est devenue le principal moteur de l'expansion agricole ; dans le secteur oriental, une allocation plus diversifiée des ressources a facilité l'essor d'autres activités réparties sur tout le territoire. Mais les petits propriétaires terriens du secteur brésilien négligent les cultures commerciales, ce qui pourrait être une cause de la stagnation économique de certaines zones de colonisation. La troisième différence est plus contingente.

Alors que, dans les zones de production de la coca du secteur occidental, les immigrants ont trouvé du travail dans des domaines d'activité liés au trafic de la drogue, l'immense majorité des immigrants du secteur oriental, que ce soit dans les zones urbaines ou dans les zones rurales, vivent d'emplois mal payés relevant de l'économie parallèle, leurs liens avec le trafic de la drogue étant beaucoup moins clairement définis. Il faut cependant se rappeler que la frontière entre l'économie parallèle et l'économie illicite est très mince, comme de nombreuses études l'ont montré. Ces deux secteurs de l'économie ne sont pas régis par le droit du travail et de la propriété, ni par la législation sociale.

Il y a des ressemblances entre les processus de peuplement qui se sont récemment déroulés en Colombie (Vargas et Barragán, 1996), en Bolivie (Cortez, 1993 ; Laserna, 1997) et en Amazonie brésilienne (Machado, 1992). Premièrement, au niveau le plus élémentaire, la recherche de terres gratuites ou peu coûteuses est la principale moti-

vation qui détermine l'immigration rurale dans ces régions. Cette motivation est évidemment liée à la forte concentration de la propriété foncière qui caractérise la structure agraire des pays concernés. L'absence ou le faible niveau de formation technique des paysans et des ouvriers est un autre point commun. Le besoin qu'ont les travailleurs d'accroître leurs revenus en travaillant dans plusieurs domaines d'activité est un troisième point commun, qui peut expliquer le développement du marché du travail parallèle et la mobilité professionnelle. Les phases du processus de colonisation sont également partout les mêmes : défrichement, destruction de la forêt humide par abattage ou brûlis, épuisement des sols, différenciation sociale des colons, disparition des petites exploitations, développement de l'élevage extensif et concentration de la propriété foncière. L'évolution sensible des attentes manifestées par les immigrés est un autre point de ressemblance important. Les familles d'agriculteurs du début du *xx*^e siècle, qui étaient capables de subvenir à leurs propres besoins, ont fait place à des individus avides de profits, attirés par les biens et les services que propose l'économie urbaine. La faiblesse des systèmes judiciaires et l'impunité, largement assurée en particulier aux crimes économiques, sont d'autres traits communs aux différents pays concernés. Enfin, la déforestation massive du bassin de l'Amazonie pose des problèmes écologiques à tous ces pays. Je m'écarte ici quelque peu de la thèse suivant laquelle l'extension de la culture de la coca serait la principale cause de la déforestation. Dans tout le bassin de l'Amazonie, la forêt humide subit une destruction anarchique qui ne soutient pas de relation spécifique avec l'économie de la coca. L'extension de l'élevage, l'activité des sociétés multinationales d'exploitation forestière, la spéculation immobilière des grands et des petits propriétaires terriens, l'insuffisance des capacités d'investissement technologique et financier, l'instabilité de la réglementation économique sont autant de facteurs qui contribuent à la déforestation.

Pour essayer de comprendre le contexte produit par les processus que je viens de décrire, il faut prendre en considération deux autres phénomènes et leurs interactions avec le trafic de la drogue. Il faut d'abord faire une distinction entre le circuit supérieur et le circuit inférieur du trafic de la drogue. Ces deux circuits coïncident en un point déterminé, mais ils se distinguent par leur

mode d'insertion dans l'espace géographique et par leur extension géographique.

Le circuit supérieur correspond au trafic international de la drogue, qui a pour but la distribution de grandes quantités de drogue sur les marchés internationaux et qui suppose la création de réseaux transnationaux complexes de blanchiment de l'argent. Les organisations de trafiquants de niveau supérieur ont besoin des connaissances spécialisées d'experts en matière juridique et financière. Le circuit inférieur, quant à lui, se rattache aux zones de production de la coca et au fonctionnement interne de la chaîne qui relie les producteurs aux consommateurs ; mais ce mode d'insertion peut être plus aléatoire et plus ponctuel que celui du circuit supérieur. Comme l'a montré Roberto Laserna, les individus associés au circuit inférieur ne sont pas nécessairement des criminels spécialisés ; ils peuvent participer au trafic de la drogue pour financer leur activité principale, qui relève généralement de l'économie parallèle, pour accumuler des capitaux ou pour accroître des revenus trop modestes (1997, p. 68). Il importe particulièrement de distinguer les deux circuits dans les pays de transit comme le Brésil, où les chauffeurs de camion et de taxi, les pilotes, les propriétaires terriens susceptibles de louer des terrains où la drogue peut être entreposée, appartiennent souvent à l'une de ces catégories de travailleurs.

Il existe, entre le circuit supérieur et le circuit inférieur, d'autres formes de participation au trafic de la drogue. Un exemple intéressant nous en est donné par les petits investisseurs qui alimentent les « marchés financiers de la drogue ». Les « actionnaires » de ces marchés qui imitent les marchés licites prennent des risques, mais peuvent gagner des sommes considérables. Ils achètent des actions correspondant aux divers chargements de cocaïne, chaque chargement étant coté en fonction de la qualité du produit. Ces actionnaires, ces « preneurs de risques » sont généralement des travailleurs mal payés du secteur parallèle de l'économie qui veulent accroître le rendement de leurs petits investissements. Chaque escale, atteinte sans encombre, du chargement en route vers les marchés internationaux peut rapporter à un groupe de petits investisseurs des profits de 100 à 500 % (qui ne sont pas soumis à l'impôt). Ces petits investisseurs n'ont en général pas besoin d'entrer en contact avec les trafiquants, mais seulement avec leurs « agents commerciaux ». Ce système repose sur la

confiance réciproque, suivant le modèle des loteries de société.

Le second phénomène est l'investissement d'une partie des gains illicites dans des activités licites. Ce phénomène concerne l'Amazonie, puisque l'étude du complexe coca-cocaïne a notamment pour but d'établir dans quelle mesure ce complexe peut favoriser le développement de l'économie *régionale*. Les analyses consacrées par G. Fiorentini et S. Peltzman (1995) à la dimension économique du crime organisé sont éclairantes à ce sujet. L'idée suivant laquelle la plus ou moins grande stabilité des titres de propriété peut être essentielle pour expliquer non seulement la naissance du crime organisé, mais aussi l'investissement d'une partie des gains illicites dans des activités licites, revêt un intérêt particulier dans le cas de l'Amazonie. Les entrepreneurs investissent leurs ressources dans des activités destinées à rapporter des rentes ou dans des activités productives en fonction du rendement relatif de ces deux types d'activité. La précarité des titres de propriété aurait pour effet d'encourager l'investissement dans les activités destinées à rapporter des rentes, alors que la stabilité des titres de propriété favoriserait l'investissement dans les activités productives (1995, p. 9). Les organisations criminelles aimeraient mieux investir leurs ressources dans des régions où les titres de propriété sont précaires (1995, p. 25).

La précarité des titres de propriété est une des caractéristiques essentielles des régions agricoles périphériques. Mais dans le cas des pays qui nous intéressent ici, cette précarité s'étend à l'ensemble des territoires nationaux, ce qui aggrave encore la situation. Dans la partie brésilienne du bassin de l'Amazone, le processus de peuplement s'est toujours accompagné de conflits au sujet de la propriété des terres et des ressources minérales (Martins, 1980 ; Oliveira, 1987). En Colombie, où les chercheurs ont recueilli beaucoup d'informations sur l'investissement des gains illicites dans les activités licites, les organisations criminelles préfèrent investir dans les activités destinées à rapporter des rentes, par exemple dans la gestion d'immeubles et de vastes propriétés rurales (Vargas, 1994 ; Thoumi *et al.*, 1997). Par ailleurs, on ne peut empêcher les organisations criminelles de participer à la formation du capital productif au niveau local, même dans les régions où les titres de propriété sont précaires (Castro, 1999).

Les modes d'organisation territoriale du complexe coca-cocaïne et leurs conséquences en Amazonie orientale

Depuis l'apparition, pendant les années soixante-dix, du complexe coca-cocaïne dans le bassin de l'Amazone, on peut distinguer deux grands modes d'organisation territoriale. Le premier, prédominant jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, faisait du Pérou et de la Bolivie les principaux producteurs de feuilles et de pâte de coca, et de la Colombie le principal producteur et exportateur de cocaïne. Par suite de changements survenus aux niveaux national et international, cette division territoriale du travail a subi quelques modifications et donné naissance à un second mode d'organisation territoriale. La Colombie est devenue à son tour, dans les années quatre-vingt-dix, l'un des principaux producteurs de feuilles et de pâte de coca. D'autre part, le Pérou et la Bolivie ont vu décroître leur production de feuilles de coca ; mais leur production de cocaïne tend à progresser. En d'autres termes, il semble y avoir dans chaque pays une tendance à la concentration verticale. Il ne s'agit toutefois que d'une tendance, car les organisations de trafiquants, nous l'avons vu, savent s'adapter aux changements de contexte. Je vais essayer maintenant de décrire brièvement quelques-uns des effets possibles de ces deux modes d'organisation successifs sur l'Amazonie brésilienne.

Certains pensent que les arrangements fonctionnels caractéristiques du premier mode d'organisation pourraient s'inspirer, au moins en partie, de la pratique des bandes de trafiquants colombiens, qui ont été les premiers, dans les années soixante-dix, à tirer profit de la forte demande de cocaïne et du prix élevé de cette drogue sur le marché des États-Unis. Il semble que, dans ce mode d'organisation, le Brésil et l'Amazonie brésilienne n'aient joué qu'un rôle limité au sein des réseaux d'exportation sud-américains. Les trafiquants suivaient de préférence la côte du Pacifique pour acheminer la cocaïne jusqu'aux États-Unis, mais à partir de cette route principale une route secondaire traversait la mer des Caraïbes pour atteindre la Floride et le golfe du Mexique.

Pendant les années soixante-dix et quatre-vingt, les rapports de police brésiliens faisaient constamment état d'avions de tourisme employés pour le transport de la cocaïne et de pistes d'at-

terrissage clandestines « découvertes » dans la forêt humide. Bien qu'il faille interpréter avec prudence les chiffres relatifs aux saisies effectuées par la police, la quantité de cocaïne saisie sur l'ensemble du territoire brésilien pendant les années quatre-vingt n'excéderait pas, en moyenne, une tonne par saisie. La plupart des informations disponibles sont fournies par la police et la gendarmerie fédérales, les saisies effectuées par la police des États fédérés étant nettement moins importantes. Les chiffres relatifs au trafic de la pâte de coca et du crack sont encore plus faibles.

S'il est difficile de déterminer exactement dans quelle mesure les réseaux internationaux de trafiquants ont utilisé le territoire de l'Amazonie brésilienne, les données relatives au nombre des agences de banques brésiennes suggèrent que ces réseaux effectuent une partie de leurs opérations financières dans cette région depuis au moins le début des années quatre-vingt. Dans les États brésiliens d'Amazonas, d'Acre et de Rondônia, qui sont voisins de la Colombie, du Pérou et de la Bolivie, le nombre total des agences de banques a augmenté de 76 % entre 1981 et 1985, alors que la moyenne nationale était de 26,5 %. Si nous considérons ces États séparément, nous voyons que le nombre des agences a augmenté respectivement de 38, de 82 et de 173,5 % dans les États d'Amazonas, d'Acre et de Rondônia.

On pourrait croire que cette augmentation, du moins dans les deux derniers États, résulte d'un afflux d'immigrants attirés par l'ouverture de nouvelles terres à l'agriculture. Mais si nous poussons plus loin l'analyse, nous voyons que, dans chacun des trois États, l'augmentation la plus forte s'est produite dans des villes de moins de 25 000 habitants, aux fonctions urbaines peu développées, peuplées de travailleurs mal payés et situées dans des régions pauvres. Le nombre des agences bancaires implantées dans ce type de villes a augmenté respectivement de 58, de 107 et de 209 % dans l'Amazonas, l'Acre et le Rondônia. Soixante-deux villes de moins de 25 000 habitants, réparties dans ces trois États, comptaient en 1981 78 agences de banques. En 1985, 80 villes, y compris des villes de pionniers, comptaient 163 agences : le rapport du nombre des agences à celui des villes était passé de 1,26 à 2,04. En ce qui concerne le nombre des chèques compensés, qu'on ne peut calculer qu'au niveau des États, nous constatons qu'entre 1980 et 1982 il s'est accru respectivement de 55, de 67 et de

36 % dans l'Amazonas, le Rondônia et l'Acre, alors que la moyenne nationale s'élevait à 33,5 %.

Pris en eux-mêmes, ces chiffres ne sont pas concluants. Il faut examiner d'autres faits, et ne pas écarter trop vite l'hypothèse selon laquelle l'Amazonie brésilienne était dès les années quatre-vingt le théâtre d'opérations financières liées au trafic de la drogue. Premièrement, la production de la coca et de la cocaïne a presque doublé en Bolivie, au Pérou et en Colombie durant cette période, nécessitant des opérations financières destinées à soutenir le trafic et à blanchir l'argent gagné. Le secteur brésilien du bassin de l'Amazone était le seul à posséder un réseau de banques privées et publiques reliées à des centres financiers brésiliens et étrangers, et capables de capter n'importe quel flux financier. Deuxièmement, le développement du réseau bancaire dans le secteur brésilien du bassin de l'Amazone ne peut pas s'expliquer seulement par l'immigration ou par la dynamique de la croissance économique. Il est intéressant de rappeler que cette époque marquée par la crise internationale de la dette fut une époque de stagnation pour l'économie du Brésil et de l'Amazonie. Enfin, le nombre des agences bancaires a fortement augmenté dans les trois États brésiliens cités, bien que le contexte de la colonisation, le nombre des immigrants et le dynamisme commercial ne fussent pas les mêmes dans les différents États.

À la fin des années quatre-vingt, le second mode d'organisation territoriale avait fait son apparition. On a proposé plusieurs hypothèses pour rendre compte de son émergence. On a notamment supposé que la « guerre » déclarée à la drogue – guerre qui a renforcé la pression politique des États-Unis sur les pays producteurs de drogue de la région andine, ainsi que la présence militaire étatsunienne dans cette région – a eu pour effet de démanteler les anciennes organisations de trafiquants, de modifier les routes commerciales et la division territoriale de la production entre les pays producteurs. Suivant une autre hypothèse, les trafiquants des pays andins se sont rapprochés des organisations criminelles d'autres pays, ce qui leur a donné accès à d'autres marchés que celui des États-Unis (où le prix de la cocaïne a baissé). Selon une troisième hypothèse, la création d'un nouveau partenariat entre le Brésil et ses voisins a mis fin aux anciennes alliances.

Quoi qu'il en soit, la plus grande partie de la cocaïne est exportée désormais vers la côte atlantique, puis vers l'Europe et l'Afrique, ce qui accroît l'importance du territoire brésilien en tant que zone de transit pour le trafic international. Dans les années quatre-vingt-dix, les quantités de cocaïne saisies au Brésil s'élevaient en moyenne à 5,24 tonnes, soit plus de cinq fois la moyenne des années quatre-vingt ; il est vrai que cette augmentation résulte en partie des efforts que le gouvernement déploie depuis une décennie pour réduire le trafic de la drogue (Machado, 1999). L'apparition de « laboratoires » producteurs de cocaïne dans de nombreuses régions du pays et la saisie de conteneurs qui, partis de la frontière extrême-occidentale, transportaient de la pâte de coca et du crack vers les agglomérations de la côte Atlantique, montrent que le Brésil prend une part accrue à la production de la cocaïne (et du crack). Depuis la fin des années quatre-vingt, on a découvert un certain nombre de « laboratoires », principalement dans les États du Mato Grosso et du Mato Grosso do Sul, situés au sud de la vallée de l'Amazone, et séparés de la Bolivie par une frontière de 3 126 km que traversent un chemin de fer et une route. Comme la consommation intérieure de cocaïne demeure négligeable par rapport à celle d'autres pays, il est raisonnable de supposer que cette production reste principalement destinée au marché international. Les informations limitées dont nous disposons permettent de penser que les trafiquants brésiliens ont noué des liens particulièrement étroits avec la Bolivie.

Le second mode d'organisation territoriale a eu deux autres types d'effets sur l'Amazonie brésilienne. Premièrement, il a donné naissance à un système de transports plus complexe, combinant plusieurs moyens de locomotion. Les cours d'eau, les routes, les aéroports locaux, nationaux et internationaux participent plus largement à la logistique du trafic international de la drogue. Dans le cadre de ce système, les trafiquants semblent donner la préférence à certains itinéraires entre chacun des trois États frontaliers de l'Amazonie brésilienne et les pays limitrophes. Ainsi, les trafiquants venant de Colombie et du Pérou préfèrent passer par l'Amazonas, alors que le Pérou et la Bolivie entretiennent des relations privilégiées avec l'Acre et le Rondônia. Cette organisation n'exclut naturellement pas les embranchements. Par exemple, les installations portuaires d'Iquitos, dans le département péru-

vien de Loreto, peuvent recevoir des chargements de cocaïne expédiés par avion du sud-ouest de la Colombie, qui seront ensuite envoyés soit au Brésil par l'Amazone, soit à Lima, d'où ils partiront pour les États-Unis.

En fait, les vallées de quelques-uns des principaux affluents de l'Amazone, qui traversent des frontières internationales, sont devenues des axes logistiques du trafic de la drogue. Au nord-est de l'Amazonie brésilienne, les vallées du Putamayo, de la Caquetá et du Vaupés relient les champs de coca colombiens (situés à la limite des terres cultivées) aux vallées inférieures, faiblement peuplées, des rivières brésiliennes correspondantes, à savoir l'Iça, la Japurá et l'Uaupés-Negro. Après avoir traversé le Pérou et la Bolivie, la rivière Madre de Dios se jette dans la Madeira, l'un des affluents les plus longs de l'Amazone. Puerto Maldonado, chef-lieu du département péruvien de Madre de Dios, est devenu un centre de transbordement de la cocaïne et du crack, que l'on transporte ensuite dans des avions de tourisme ou dans de petites embarcations à travers les États brésiliens de Rondônia et d'Amazonas. Deux autres affluents importants de la Madeira, le Beni et le Mamore, relient les principales zones de production de la coca bolivienne, le Yungas et le Chapare, à ces deux mêmes États brésiliens de Rondônia et d'Amazonas. Je pourrais donner beaucoup d'autres exemples. La relation bien connue du trafic de la drogue avec la contrebande est attestée au Brésil et en Amazonie comme dans d'autres régions du monde. Les routes de la drogue se parcourent dans les deux sens. Les contrebandiers exportent de l'or, du matériel électronique, des produits chimiques de base (précurseurs), des matières premières, des avions de tourisme, des voitures volées et d'autres marchandises qu'ils échangent contre de la pâte de coca, de la cocaïne, des armes et d'autres produits industriels. Cela signifie naturellement que le trafic de la drogue a des ramifications dans de nombreux secteurs de l'économie.

Second effet notable, le nouveau mode d'organisation territoriale tend à concentrer le trafic de la drogue et le blanchiment de l'argent dans un petit nombre de grandes villes, tout en étendant à d'autres régions du pays les réseaux d'abord implantés en Amazonie. Il n'est cependant pas déraisonnable de supposer que ces effets résultent également d'une interaction entre l'organisation du complexe coca-cocaïne et certains facteurs de changement indépendants dont l'Amazonie brési-

lienne a subi l'influence au cours des années quatre-vingt-dix. Non seulement l'urbanisation s'est accélérée dans cette région, mais les entrepreneurs amazoniens ont renforcé leurs relations commerciales avec les autres régions du Brésil. Les stratégies d'investissement des entreprises illicites ont très bien pu converger avec celles des entreprises licites.

Les effets du trafic de drogues sur l'économie locale

Pour élargir notre perspective sur le processus d'utilisation du territoire, nous allons comparer les effets (similaires ou différents) que les activités illicites ont eues sur l'économie locale dans un certain nombre de cas particuliers.

Dans le triangle irrégulier formé par Porto Velho (capitale du Rondônia), Rio Branco (capitale de l'Acre) et Manaus (capitale de l'Amazonas), Manaus est devenu le centre et le principal bénéficiaire du trafic de drogue organisé dans le secteur oriental du bassin de l'Amazone. Outre ses fonctions de capitale de l'Amazonas et de zone de commerce international, fonctions qui ont fait d'elle la principale « métropole » du bassin de l'Amazone, cette ville d'un million d'habitants (1996) est devenue un centre stratégique de transbordement sur le circuit supérieur du trafic international de la cocaïne. Depuis la fin des années soixante, les entreprises de Manaus importent des produits japonais, européens et états-unis (composants électriques et électroniques) et exportent des produits finis dans le reste du Brésil et dans d'autres pays. À cette économie urbaine s'est progressivement associé le commerce de gros de la cocaïne, que Manaus exporte vers le Nord-Est et le Sud-Est brésiliens, vers le Venezuela et les Guyanes. Manaus possédait en 1999 67 % des 120 agences de banques de l'Amazonas, dépassant ainsi le pourcentage de 56 % atteint en 1996. Non seulement cette ville rassemble 48 % de la population totale de l'État, mais elle produit 76,6 % de son produit intérieur brut (PIB), qui s'élève à neuf milliards de dollars des États-Unis (chiffres de 1996).

À l'autre extrémité de l'échelle, au plus bas niveau de la hiérarchie des réseaux qui participent à la fois à l'économie urbaine et à l'économie illicite, la « ville » d'Atalaia do Norte (2 914 habitants), point de transit facultatif situé près de la frontière péruvienne, présente un PIB de cinq millions de dollars des États-Unis (1996) et pos-

sède officiellement deux aéroports. Presque tous les travailleurs de la ville (96 %) sont employés dans le secteur parallèle de l'économie. Autre point de transit, la « ville » de Japurá, sur la Caquetá-Japurá, est encore plus petite (1 433 habitants en 1996) ; elle affiche l'un des PIB les plus faibles de l'Amazonas (moins d'un million de dollars des États-Unis) et possède des pistes d'atterrissage ; 98 % de la main-d'œuvre est employée dans des activités du secteur parallèle. Les petites villes et les villages par où les trafiquants ne passent que de temps en temps ne tirent, à long terme, pas beaucoup de profit du trafic de la drogue. Mais les habitants de ces agglomérations ne se préoccupent pas du « long terme » ; ils ne considèrent que leurs intérêts immédiats. La construction d'installations portuaires rudimentaires, une légère augmentation du nombre des voyageurs de passage, un peu d'argent injecté dans le commerce local : voilà tout ce qui leur importe (et on peut les comprendre).

La participation au trafic de la drogue et au blanchiment de l'argent offre aux individus et même aux agglomérations des possibilités d'ascension et d'enrichissement très différentes selon qu'ils se rattachent au circuit supérieur ou au circuit inférieur. Dans un cas, il s'agit simplement de trouver un emploi et de gagner un peu d'argent ; dans l'autre, il s'agit de s'enrichir rapidement sans rien laisser au hasard. La précarité des titres de propriété ne suffit pas à expliquer la différence des comportements d'une région à l'autre. Un ensemble de conditions (la diversité ethnoculturelle, un état d'esprit favorable à la recherche du profit, la possibilité d'établir des relations commerciales, politiques et sociales transnationales, etc.) réunies dans certaines régions par l'immigration pourraient expliquer en partie l'apparition d'un tel contexte dans l'Acre et le Rondônia. Des groupes d'entrepreneurs établis dans ces deux États ont cherché et trouvé des fonctions à remplir et des possibilités de profit entrant en relation avec des organisations de trafiquants de cocaïne.

La ville de Cacoal (44 811 habitants en 1996), dans le Rondônia, illustre bien ce processus. Fondée dans le cadre d'un projet de colonisation financé par le gouvernement fédéral, c'était pendant les années soixante-dix une ville de pionniers aux prises avec mille difficultés. Comme d'autres villes de pionniers, elle avait été construite au bord de la principale route qui

donne accès au Rondônia. Au sud, elle est reliée par la route à la « région principale » du Brésil, qui s'étend sur la côte Atlantique ; au nord, elle est reliée par la route à l'Acre, et par la Madeira à Manaus. Comme beaucoup d'autres villes de pionniers qui regroupent des services destinés aux colons, Cacoal a vu son développement freiné par les mauvais résultats économiques des petites et moyennes exploitations agricoles de l'arrière-pays. Les immigrés qui s'établissaient dans les zones rurales ou urbaines venaient principalement des régions développées du Sud-Ouest et du Sud brésiliens, mais aussi d'une région pauvre, le Nord-Est, et de l'État voisin du Mato Grosso.

Au début des années quatre-vingt, on a construit une route qui relie la région de Cacoal à la frontière bolivienne, située à environ 450 km de Cacoal. Cette ville comptait 17 634 habitants en 1980 ; mais entre 1981 et 1985, le nombre des agences de banques est passé de quatre à neuf, et l'import-export a pris un essor considérable. Pendant la décennie suivante, le nombre des agences de banques a diminué ; mais la population de la ville s'est accrue (46 811 habitants en 1996), si bien que Cacoal est devenu la quatrième ville de l'État ; l'un de ses maires est devenu gouverneur de l'État ; et l'on a mis en place un service de liaison par satellite, utilisé surtout pour les virements électroniques. Le PIB de la ville, qui dépassait à peine 220 millions de dollars des États-Unis en 1996, la plus grande partie de cette somme (71 %) provenant du secteur des services et du secteur industriel, paraît un peu faible par rapport au montant total des chèques compensés (1 458 millions de dollars des États-Unis). Le montant des chèques compensés ne s'accorde pas non plus avec le PIB total des villes voisines pour 1996 (1 640 millions de dollars des États-Unis). À la fin des années quatre-vingt-dix, de nouveaux itinéraires pour le trafic de la drogue et de nouveaux centres financiers pour le blanchiment de l'argent sont apparus dans d'autres régions du Rondônia. Cacoal s'efforce toujours de survivre : un ou deux de ses habitants passent pour avoir fait fortune autrefois grâce au trafic de la cocaïne ; la contrebande continue à la frontière, mais sur une moins

grande échelle ; les entrepreneurs de la ville se battent pour obtenir une réduction des impôts, une augmentation des aides et de meilleures routes. La ville et la région ont vu passer beaucoup d'argent ; elles en ont gardé une partie, investie dans l'aménagement de vastes ranchs ou dans la construction de chaînes de magasins. Mais on voit rarement en ville les propriétaires de ces établissements, car ils sont passés à d'autres activités, licites ou illicites, qu'ils exercent ailleurs dans la région, dans une autre région du Brésil ou à l'étranger. D'un autre côté, des douzaines de villes qui ont entretenu des relations du même genre avec le trafic de la drogue peuvent contribuer au développement de l'économie locale en attirant des entreprises licites : par exemple, des compagnies aériennes, des banques, les firmes multinationales de l'industrie chimique.

Conclusion

Le bassin de l'Amazone va bientôt connaître des changements qui toucheront aussi bien sa partie orientale que sa partie occidentale. Dans le secteur occidental, les conflits qui opposent les militaires, les trafiquants de drogue, les producteurs de coca, les guérilleros de gauche, les gouvernements de la région et certains gouvernements étrangers, n'ont jamais été aussi véhéments. Dans le secteur oriental, le gouvernement brésilien tente d'empêcher l'extension de ces conflits en renforçant la présence de l'armée aux frontières, tout en essayant aussi de promouvoir des projets de développement capables de remplacer le trafic de la drogue. D'autre part, les écologistes s'inquiètent de l'utilisation des produits chimiques destinés à détruire les plantations de coca, ainsi que des projets qui menacent la forêt humide. Mais, comme un chercheur en sciences sociales le faisait très justement remarquer il y a quelques années dans cette revue, ni la raison d'État, ni les idéologies qui en appellent au sacré, ni les stratégies des planificateurs ne sauraient prévaloir sur l'intérêt collectif (Rahnema, 1988).

Traduit de l'anglais

Références

- CASTRO, B.C. 1998. *Adensamentos Urbanos em Rondônia*, mémoire de maîtrise, Université fédérale de Rio de Janeiro.
- CORTEZ, R. 1993. « Coca y cocaleros en Bolivia » in H. Tovar P. (org.) *La coca y las economías de exportación en América Latina*. Albolote, Ariel.
- FIorentini, G. ; PELTZMAN, S. (dir. publ.) 1995. *The Economics of Organised Crime*, Cambridge, Cambridge University Press.
- LASERNA, R. 1997. « La economía de la coca en Bolivia : cinco preguntas y una duda », in M. Hopenhayn (org.), *La Grieta de las Drogas. Desintegración social y políticas públicas en América Latina*, Santiago du Chili, CEPAL.
- MACHADO, L. 1992. « A fronteira agrícola na Amazônia Brasileira », *Revista Brasileira de Geografia* 54 (2), 27-54.
- . 1999. « Drug trafficking control measures and their geostrategic implications in the Amazon region », *Most-UNESCO III. International Conference on the Economic and Social transformations connected with the International Drug Problem* (Conférence internationale sur les transformations économiques et sociales liées au problème international de la drogue), New Delhi.
- MARTINS, J.S. 1980. *Expropriação e Violência. A questão política no campo*, São Paulo, Hucitec.
- OLIVEIRA, A. 1987. *Amazonia. Monopólio, Expropriação e Conflito*, São Paulo, Papirus.
- RAHNEMA, M. 1988. « Poder y procesos regenerativos en los microespacios », *Revista Internacional de Ciencias Sociales* (Revue internationale des sciences sociales), 117, 385-400.
- SACK, R. 1986. *Human Territoriality. Its Theory and History*, Cambridge, Cambridge University Press.
- THOUMI, F. et al. 1997. *Drogas ilícitas en Colombia. Su impacto económico, político y social*, Bogotá, Ariel, PNUD.
- VARGAS, R. (org.) 1994. *Drogas, Poder y Región en Colombia*, Bogotá, CINEP, volumes 1 et 2.
- . ; BARRAGÁN, J. 1996. « Drugs-linked crops and rural development in Colombia », *Narcotics and Development Discussion Papers*, 10, 1-24.